



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 08/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**KERBIRIO**

3 IMPASSE SAINT ELOI

ZI

77220 GRETZ ARMAINVILLIERS

Références : E4-22/ 2367

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2022 dans l'établissement KERBIRIO implanté 3 IMPASSE SAINT ELOI ZI 77220 GRETZ ARMAINVILLIERS. L'inspection a été annoncée le 12/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KERBIRIO
- 3 IMPASSE SAINT ELOI ZI 77220 GRETZ ARMAINVILLIERS
- Code AIOT : 0006501204
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED: Rubrique 3260

La société KERBIRIO est implantée dans la zone industrielle de GRETZ ARMAINVILLIERS et ses activités sont réparties dans deux bâtiments séparés (usine n°1 et usine n°2) de part et d'autre de l'impasse Saint-Eloi.

Fondée en 1965, Kerbirio est spécialisée dans le traitement de surface des pièces métalliques, (acier,

inox, cuivre, aluminium ou zamak) principalement destinées aux secteurs de l'automobile, de l'aéronautique et de la mécanique.

La principale activité est le zingage (zinc nickel, zinc lamellaire) mais elle réalise aussi :

- des traitements organiques (peinture, laquage, vernissage, émaillage, plastification, cataphorèse)
- la conversion électrolytique (conversion anodique...)
- le nettoyage et la préparation par actions chimiques et électrolytiques
- le nettoyage et la préparation par impact (sablage, microbillage, grenailage...).

Elle emploie à ce jour 46 salariés.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- action nationale Eau
- risques chroniques
- risques industriels

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Implantation. - aménagement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Implantation. - aménagement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20 > II.	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Surveillance/ déchets	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 34 > III. Arrêté préfectoral du 15/05/2009, article 5.2.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
15	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 11/07/2011, article 4.1.2.1.	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
17	Protection des réseaux internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 11/07/2011, article 4.2.4.2.	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
19	Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 11/07/2011, article 7.2.4.	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
2	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet
3	Chargement et déchargement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6 > V.	/	Sans objet
4	Implantation. - aménagement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 8	/	Sans objet
7	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20 > I.	/	Sans objet
8	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20 > I.	/	Sans objet
10	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20 > III.	/	Sans objet
11	Surveillance	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 34 > I.	/	Sans objet
13	Dispositions transitoires	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 43	/	Sans objet
14	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 11/07/2011, article 4.1.1.	/	Sans objet
16	Consommations d'eau spécifique	Arrêté Préfectoral du 11/07/2011, article 4.2.2.	/	Sans objet
18	Protection des réseaux internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 11/07/2011, article 4.2.3.	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement respecte globalement la réglementation en vigueur. Néanmoins, certaines non-conformités sont à régulariser.

L'exploitant devra:

- Fournir le calcul du volume total d'eau à confiner en cas d'incendie,
- Démontrer que l'ensemble des eaux d'extinction d'incendie sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent,
- Justifier du contrôle annuel du système de désenfumage par un organisme extérieur,
- Justifier du contrôle des polluants CN libres (cyanures) prévu par l'article 20 II de l'arrêté

ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

- Justifier que les déchets sont éliminés au moins tous les ans,
- Justifier que les systèmes de disconnexion sont vérifiés au moins une fois par semestre,
- Modifier la procédure « déverrouillage des dispositifs d'obturation par une personne habilitée » en précisant les consignes d'élimination préalable des eaux polluées vers un établissement dûment autorisé à les recevoir pour les traiter,
- Transmettre l'étude technique foudre ainsi que le prochain rapport de contrôle de l'installation foudre statuant sur l'état des dispositifs anti-foudre.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Accréditation si autosurveillance non réalisée par l'exploitant
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni à l'inspection des rapports de contrôle de ses rejets réalisés par ANALY+CO.  L'inspection constate que le rapport indique que le laboratoire est : <ul style="list-style-type: none"> <li>- agréé par le ministère en charge de l'environnement</li> <li>- COFRAC N°1-0876 et N°1-7011 selon le référentiel</li> <li>- certifié ISO 9001 par l'AFAQ version 2015 sous le numéro QUAL/1999/12119.6</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Recalage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Contrôle de recalage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que le site a fait l'objet d'un agrément de l'agence de l'eau au titre du suivi régulier des rejets (SRR). Il n'est donc pas nécessaire que l'exploitant procède à un contrôle de recalage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Chargement et déchargement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6 > V.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes pour les produits liquides sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les conclusions de l'étude de dangers. Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que seul l'acide chlorhydrique est dépoté sur les aires de chargement - déchargement. Les autres produits chimiques sont livrés en bidons, pots ou fûts.  L'inspection a constaté que les aires de chargement - déchargement de véhicules citernes pour les produits liquides sont étanches (résine au sol). L'exploitant a déclaré qu'elles sont reliées à une rétention.  Par ailleurs, l'inspection a constaté qu'une procédure de dépotage est affichée au niveau de l'aire de chargement - déchargement afin de se prémunir des risques d'accident. Une procédure de gestion en cas de pluie est également affichée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Implantation. - aménagement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bassin de confinement des eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage ou si le milieu naturel est particulièrement sensible, le réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé et raccordé à un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales.</p> <p>Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites en concentration fixées par le présent arrêté.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que le site ne dispose pas d'un bassin de rétention des eaux pluviales. En revanche, il a déclaré que les eaux pluviales sont traitées par sa station d'épuration, le prémunissant des risques de rejets dans le milieu naturel.</p> <p>Il a précisé par ailleurs qu'après traitement des eaux par la station d'épuration interne au site, les eaux traitées sont rejetées dans le milieu naturel. Des prélèvements sont régulièrement réalisés afin de vérifier la conformité des concentrations des polluants aux valeurs limites d'émission (VLE) opposables aux rejets.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Implantation. - aménagement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9</p> <p>Arrêté préfectoral du 15/05/2009, article 7.5.5</p>
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux susceptibles d'être polluées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté ministériel du 30 juin 2009, article 9</p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié.</p> <p>En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances très toxiques, définies par l'arrêté du 20 avril 1994 susvisé, ou préparations très toxiques, définies par l'arrêté du 9 novembre 2004 susvisé, en quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m<sup>3</sup> par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p> <p><u>Arrêté préfectoral complémentaire n°09 DAIDD IC 127 du 15/05/2009 - article 7.5.5</u></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre y compris les eaux d'extinction d'un incendie et de refroidissement, afin que celles-ci soient traitées et afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau</p>

ou du milieu naturel.

Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de façon à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche et signalés. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Tout moyen doit être mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces réseaux.

Le volume total des eaux d'extinction (282 m<sup>3</sup> pour le site n° 1 et 232 m<sup>3</sup> pour le site n° 2) devra être retenu sur le site. Avant saturation du volume de confinement, l'exploitant aura recouru à des sociétés spécialisées chargées de pomper les effluents.

La rétention des eaux doit permettre aux sapeurs-pompiers d'accéder au droit des murs coupe-feu et aux différentes issues du bâtiment à pied sec en cas d'incendie.

La vidange des eaux d'extinction d'incendie suivra les principes imposés par l'article 4.3.11 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

L'exploitant transmet, sous un délai de 3 mois à compter de la date de signature du présent arrêté, une étude décrivant les équipements à mettre en œuvre afin de disposer sur le site du volume de rétention en eaux d'extinction d'un incendie requis. L'étude proposera un échancier pour l'installation de ces équipements.

Dans l'attente de la remise de cette étude et de la réalisation des travaux de mise en conformité, l'exploitant devra prendre l'attache de sociétés spécialisées dans le pompage des effluents et s'assurer que celles-ci pourront intervenir rapidement sur le site en cas de sinistre, et ce, avant saturation du volume de confinement.

**Constats :** L'exploitant a déclaré que le site ne dispose pas de bassin de confinement des eaux d'extinction incendie. Le site dispose d'une cuve qui ne peut contenir que 290 m<sup>3</sup> d'eau en cas de sinistre. L'exploitant a indiqué à l'inspection avoir prévu que les pompiers puissent procéder au pompage des eaux d'extinction polluées au cours et pendant toute la durée de l'incendie via les des colonnes sèches.

L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, ne peuvent être rejetées au milieu récepteur et que les dispositions prévues dans son arrêté préfectoral sont opérationnelles.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Observations :** L'exploitant doit démontrer que les dispositifs et procédures prévus ou envisagés pour collecter l'ensemble des eaux d'extinction d'incendie sont opérationnels.

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 6 : Implantation. - aménagement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
<b>Constats :</b> Lors de la visite du site, l'inspection a réalisé un contrôle par échantillonnage des moyens de lutte contre l'incendie.  L'inspection a constaté que les extincteurs observés lors de la visite ont bien été régulièrement contrôlés.  En revanche, l'inspection a constaté que le système de désenfumage n'est pas contrôlé au moins annuellement par un organisme extérieur. L'exploitant confirme que le contrôle de ces dispositifs n'est réalisé qu'en interne.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 7 : Prévention de la pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission dans l'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe les valeurs limites d'émission en concentration pour les polluants susceptibles d'être rejetés par l'installation. Elles sont applicables en sortie de station de traitement des effluents de l'installation de traitement de surfaces. Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de : - compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) - suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III).  I. Les valeurs limites d'émission en concentration pour les métaux sont définies comme suit en mg/l (milligramme par litre d'effluents rejetés), contrôlées sur l'effluent brut non décanté. Le rejet est dit direct lorsqu'il s'effectue dans le milieu naturel après la station de traitement de l'installation. Le rejet est dit raccordé lorsqu'il s'effectue dans le réseau de collecte d'une station d'épuration extérieure. 1- Polluants spécifiques du secteur d'activité Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes avant rejet au milieu naturel
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni à l'inspection: - un rapport d'analyse trimestrielle n° DEI-2022-0708-A relatif à l'intervention du 24 au 25 mai 2022, - un rapport de mesures de ses rejets aqueux réalisé par ANALY-CO (N° DEI-2022-1182) daté du 9

septembre 2022.

L'inspection constate que les valeurs des rejets de l'exploitation sont conformes aux valeurs limites d'émission (VLE).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 8 : Prévention de la pollution des eaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20 > I.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émission dans l'eau

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

2- Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau  
Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes avant rejet au milieu naturel:  
*Le tableau est visible en annexe 2 en fin de rapport*

Les substances dangereuses marquées d'une \* dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié. Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières. Les résultats de prélèvements instantanés évoqués à l'article 33 qui peuvent être réalisés en dehors de campagnes de prélèvements inopinés ne peuvent excéder le double de la valeur limite.

**Constats :** L'exploitant a fourni à l'inspection un rapport d'analyse de suivi trimestriel réalisé par ANALY-CO N° DEI-2022-0708-C concernant les échantillons reçu le 25 mai 2022.

L'inspection constate que les valeurs mesurées sont conformes aux valeurs prescrites par l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié sus-mentionné.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 9 : Prévention de la pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20 > II.			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission dans l'eau			
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet			
<b>Prescription contrôlée :</b> Les valeurs limites en termes de concentration pour les autres polluants sont définies comme suit en mg/l (milligramme par litre d'effluents rejetés), contrôlées sur l'effluent brut non décanté :			
POLLUANT	Rejet direct (en mg/l)	Rejet raccordé (en mg/l)	CONDITION SUR LE FLUX
MES	30	30	Si le flux est supérieur à 60 g/j.
CN libres	0,1	0,1	/
F	15	15	Si le flux est supérieur à 30 g/j.
Nitrites	20	/	Si le flux est supérieur à 40 g/j.
Azote global	50	150	Si le flux est supérieur à 50 kg/j.
	10	/	Si le flux est supérieur à 20 g/j (direct).
	/	50	Si le flux est supérieur à 100 g/j (raccordé).
DCO	300	600	/
Indice hydrocarbure	5	5	Si le flux est supérieur à 10 g/j.
AOX (*)	5	5	Si le flux est supérieur à 10 g/j.

(\*) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.

**Constats :** L'exploitant a fourni à l'inspection un rapport d'analyse de suivi trimestriel réalisé par ANALY-CO N° DEI-2022-0708-C concernant les échantillons reçus le 25 mai 2022.

L'inspection constate que les valeurs mesurées sont conformes aux valeurs définies par l'arrêté ministériel visé supra.

En revanche, l'inspection constate que, contrairement aux dispositions de l'article 20 II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié sus-mentionné, les CN libres (cyanures) ne sont pas analysés. Il convient donc que l'exploitant réalise des analyses de ce paramètre aux fréquences fixées par la réglementation en vigueur.

**Type de suites proposées :** Avec suites			
**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale			
**Proposition de délais :** 3 mois			

### N° 10 : Prévention de la pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20 > III.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission dans l'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets doivent respecter les caractéristiques suivantes : - le pH doit être compris entre 6,5 et 9 - la température doit être inférieure à 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30 °C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne doit pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni à l'inspection un rapport d'analyse de suivi trimestriel réalisé par ANALY-CO N° DEI-2022-0708-C concernant les échantillons reçu le 25 mai 2022.  L'inspection constate que les valeurs mesurées sont inférieures aux valeurs définies par l'arrêté ministériel visé supra.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 11 : Surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 34 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Programme de surveillance des émissions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mesures et analyses des rejets dans l'eau sont effectuées par l'exploitant ou un organisme extérieur avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'installation (eaux pluviales, eaux vannes, autres eaux du procédé...) non chargés de produits toxiques. En cas de traitement par bâchée, un échantillon représentatif est analysé avant rejet.
<b>Constats :</b> L'exploitant a précisé que les eaux pluviales sont traitées par la station d'épuration et que les rejets sont en continu. Il a indiqué que des prélèvements sont réalisés quotidiennement pour le Zn et hebdomadairement pour Ni, DCO, MES et Fe.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 12 : Surveillance/Déchet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 34 > III. Arrêté préfectoral complémentaire n°09 DAIDD IC 127 du 15/05/2009, article 5.2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Programme de surveillance des émissions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 34 > III.

Des mesures réalisées par des méthodes rapides adaptées aux concentrations à mesurer doivent permettre une estimation du niveau des rejets par rapport aux valeurs limites d'émission fixées.

- chaque jour, en vue de déterminer le niveau des rejets en cyanures libres et en chrome hexavalent
- une fois par semaine, en vue de déterminer le niveau des rejets en métaux, lorsque la technique le permet.

Des analyses portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance sont effectuées trimestriellement par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci et suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides.

Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Pour les analyses de substances dans l'eau, l'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

#### Arrêté préfectoral complémentaire n°09 DAIDD IC 127 du 15/05/2009, article 5.2.2.2

La quantité totale de déchets générés en grande quantité présente sur le site ne doit pas dépasser la quantité de déchets produite en un an. Cette disposition vise à la fois les déchets dangereux et les déchets non dangereux.

**Constats :** L'exploitant a indiqué qu'il utilise du chrome hexavalent mais sur une installation rejet zéro. En effet, les rejets de cette installation sont envoyés vers un établissement dûment autorisé à les recevoir et à les traiter en déchet. L'exploitant fournit à l'inspection un BSD daté du 25 juillet 2019 et concernant l'élimination de 8 tonnes de résidus de la chaîne de traitement utilisant du Cr VI (code déchet 11 01 11). L'exploitant a envoyé ces déchets à Ecologic Petroleum Recovery à Lillebonne (76170).

L'exploitant a mentionné que ces 8 tonnes de déchets correspondent à 4 ans de déchets. Il n'élimine donc pas les déchets présents sur le site tous les ans comme le prévoit l'article 5.2.2.2 de l'arrêté préfectoral sus-mentionné.

L'exploitant a déclaré par ailleurs avoir connaissance de l'obligation de déclarer dorénavant l'évacuation de déchets dangereux sur l'application nationale "Trackdéchets".

**Type de suites proposées :** Avec suite

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délai :** 3 mois

### **N° 13 : Dispositions transitoires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 43
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, RSDE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des aménagements résultant de l'application de l'article 24 de l'arrêté du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de

l'environnement, des dérogations aux dispositions du présent arrêté peuvent être accordées par le préfet après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques, sous réserve de leur compatibilité avec les dispositions des directives communautaires et des engagements internationaux.

**Constats :** L'exploitant a indiqué qu'il n'a pas demandé d'aménagement au titre de l'article 24 de l'arrêté du 24 août 2017 visé supra. Il envisage de déposer une demande auprès de monsieur le Préfet de Seine-et-Marne afin de ne pas réaliser d'analyses des polluants qu'il n'est pas susceptible de rejeter.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 14 : Prélèvements et consommations d'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/07/2011, article 4.1.1.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Le débit de prélèvement dans la nappe souterraine étant supérieur à 10 m<sup>3</sup>/j, un relevé des volumes sera effectué journalièrement et retranscrit sur un registre éventuellement informatisé.

**Constats :** L'exploitant a fourni à l'inspection un registre informatisé des relevés de la consommation d'eau.

L'inspection a constaté que les relevés sont quotidiens et conformes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 15 : Prélèvements et consommations d'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/07/2011, article 4.1.2.1.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours d'eau dans les réseaux d'adduction publique ou dans les milieux de prélèvement.

Les systèmes de disconnection équipant le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable, en application du code de la santé publique, destiné à éviter en toutes circonstances le retour d'eau pouvant être polluée, doivent être vérifiés régulièrement et entretenue au moins une fois par semestre.

**Constats :** L'exploitant a fourni à l'inspection un registre de maintenance sur lequel figurent les contrôles effectués sur le dispositif anti-retour, ainsi qu'une procédure de contrôle dudit dispositif.

L'exploitant a déclaré ne pas utiliser d'eau du réseau public pour son activité.

L'inspection a constaté que le dispositif anti-retour a été contrôlé les 25 janvier 2021 et 20 janvier 2022. Ces contrôles mentionnent que le dispositif est en bon état.

Cependant, contrairement aux dispositions de l'article 4.1.2.1 de son arrêté préfectoral visé supra, ces contrôles se sont pas réalisés tous les semestres.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 16 : Consommations d'eau spécifique

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/07/2011, article 4.2.2.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Revision de la consommation

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.

**Constats :** L'exploitant a fourni à l'inspection un registre informatisé de ses consommations spécifiques en eau.

L'inspection constate que la consommation d'eau en m<sup>3</sup> traité varie de 2,67 m<sup>3</sup> à 7,23 m<sup>3</sup> selon les traitements.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 17 : Protection des réseaux internes à l'établissement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/07/2011, article 4.2.4.2.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Isolement avec les milieux

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. En l'occurrence, les réseaux de collecte sont équipés d'obturateurs permettant de maintenir toute pollution accidentelle sur le site (deux obturateurs automatiques sur le site n°1 et sur le site n°2). Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toutes circonstances localement/et /ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne

**Constats :** L'exploitant a fourni à l'inspection une procédure n°3401\_D datée de février 2021, sur laquelle figurent les consignes permettant de mettre en place l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement.

L'inspection constate que cette procédure explicite clairement la marche à suivre en cas d'incendie pour isoler le site.

En outre, lors de la visite du site, l'inspection a constaté l'affichage de ladite procédure au niveau des dispositifs d'obturation.

Toutefois, la dernière consigne de cette procédure relative au "déverrouillage des dispositifs

d'obturation par une personne habilitée" ne mentionne pas les modalités d'élimination préalable des eaux polluées vers un établissement dûment autorisé à les recevoir pour les traiter. Cette consigne n'est donc pas suffisante pour s'assurer que les eaux polluées ne soient libérées dans le réseau d'assainissement avant leur traitement. Il convient donc que l'exploitant modifie sa procédure.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 18 : Protection des réseaux internes à l'établissement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/07/2011, article 4.2.3.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Entretien et surveillance

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

**Constats :** L'exploitant fournit à l'inspection une procédure 3361-P19\_A.

L'inspection constate que la procédure décrit à la fois le circuit à l'aide d'un schéma (buse enterrée, rétention et tuyau de circulation) et la manière de contrôler le circuit à l'aide de consignes et de photos.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 19 : Infrastructures et installations

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/07/2011, article 7.2.4.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Protection contre la foudre

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Avant le 1er janvier 2010

Une analyse du risque foudre est réalisée par un organisme compétent. Cette analyse identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

A compter du 1er janvier 2012

En fonction des résultats de l'analyse des risques foudre, une étude technique est réalisée par un organisme compétent définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée si besoin après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat de l'Union Européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont

réalisées par un organisme compétent à l'issue de l'étude technique au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent distinct de l'installateur au plus tard six mois-après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 623053.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée dans un délai maximum d'un mois par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

**Constats :** L'exploitant a fourni à l'inspection :

- un carnet de bord des contrôles du dispositif anti-foudre (contrôles internes),
- son analyse risque foudre (ARF) (réf. 0938400165001) daté du 3 mai 2011,
- le dernier rapport de contrôle du dispositif anti-foudre réalisé par l'APAVE en date 28 mars 2022 du (rapport n°093840.01.61.22.O.001.EVCF).

L'inspection a constaté sur le carnet de bord que les contrôles sont réalisés tous les 6 mois jusqu'à 2019, puis tous les deux ans.

Par ailleurs, l'inspection a constaté à la lecture du rapport que l'APAVE précise ne pas pouvoir conclure sur ses contrôles en raison de l'absence de l'étude technique foudre au sein de l'installation.

L'exploitant a déclaré avoir fait réaliser l'étude technique foudre en même temps que l'ARF, mais ne plus en avoir de trace. Il a précisé avoir pour projet de refaire une ARF complète avec une étude technique foudre avant mars 2023. Il a engagé des démarches auprès d'un organisme habilité et a transmis par courrier électronique du 20/09/2022 un devis en vu de la réalisation de cette étude technique.

L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir à l'inspection une étude technique foudre. En revanche, l'inspection constate que l'exploitant est en mesure de fournir son ARF et que son dispositif anti-foudre a bien été contrôlé en 2022.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Observations :** L'exploitant devra transmettre l'étude technique foudre ainsi que le prochain rapport de contrôle de l'installation foudre statuant sur l'état des dispositifs anti-foudre.

**Proposition de délais :** 3 mois

**Annexe 1**  
**VLE de l'article 20 I**

	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Activité visée	Condition sur le flux
Ag	7440-22-4	1368	0,5 mg/l		Si le flux est supérieur à 1 g/j
Aluminium	7429-90-5	1370	5 mg/l		- Si le flux est supérieur à 10 g/j
Cadmium et ses composés* (en Cd)	7440-43-9	1388	0,2 mg/l	- pour les installations ayant une activité de réparation et de rénovation	
			0,1 mg/l	- pour les installations ayant une activité les ateliers de cadmiage	
			50 µg/l	- sinon	
Chrome VI (en Cr6+)	18540-29-9	1371	0,1 mg/l		
Chrome III	7440-47-3	5871	1,5 mg/l		Si le flux est supérieur à 4 g/j
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	1,5 mg/l		Si le flux est supérieur à 4 g/j
Fer	7439-89-6	1393	5 mg/l		Si le flux est supérieur à 10 g/
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,5 mg/l	- pour les installations ayant une activité de réparation et de rénovation	
			0,4 mg/l	- sinon	
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	2 mg/l		Si le flux est supérieur à 4 g/j
Etain et ses composés	7439-96-5	1394	2 mg/l		Si le flux est supérieur à 4 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	3 mg/l		Si le flux est supérieur à 6 g/j
Trichlorométhane (chloroforme)	67-66-3	1135	1mg/l	-pour les installations avec une activité utilisant des bains de nickel chimique et/ou de zinc/nickel	
			0,25mg/l	-sinon	

**Annexe 2**  
**VLE de l'article 20 II**

Substances de l'état chimique			
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite
Diphényléthers bromés	-	-	50 µg/l (somme des composés)
Tétra BDE 47*	5436-43-1	2919	25 µg/l
Penta BDE 99*	60348-60-9	2916	25 µg/l
Penta BDE 100	189084-64-8	2915	-
Hexa BDE 153*	68631-49-2	2912	25 µg/l
Hexa BDE 154	207122-15-4	2911	-
Hepta BDE 183*	207122-16-5	2910	25 µg/l
Deca BDE 209	1163-19-5	1815	-
Chloroalcane C10-13*	85535-84-8	1955	25 µg/l
Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	75-09-2	1168	50 µg/l au delà de 1g/j

Fluoranthène	206-44-0	1191	25 µg/l au delà de 1g/j
Naphtalène	91-20-3	1517	150 µg/l au delà de 1g/j
Mercure et ses composés*	7439-97-6	1387	25 µg/l
Nonylphénols *	84-852-15-5	1958	25 µg/l
Octylphénols	1806-26-4	6600 / 6370 / 6371	25 µg/l au delà de 1g/j
Tétrachloroéthylène	127-18-4	1272	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j
Tétrachlorure de carbone	56-23-5	1276	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j
Trichloroéthylène	79-01-6	1286	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j
Composés du tributylétain (tributylétain-cation)*	36643-28-4	2879	25 µg/l

Autres substances de l'état chimique			
Di(2-éthylhexyl)phthalate (DEHP)*	117-81-7	6616	25 µg/l
Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS)	43258-90-6	6061	25 µg/l
Quinoxaline*	124453-18-7	2028	25 µg/l
Dioxines et composés de type dioxines* dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD	-	7707	25 µg/l
Acronifène	74070-46-3	1688	25 µg/l au delà de 1g/j
Bifénol	42376-02-3	1119	25 µg/l au delà de 1g/j
Cybutryne	28139-98-0	1933	25 µg/l au delà de 1g/j
Cyperméthrine	52315-07-8	1140	25 µg/l au delà de 1g/j
Hexabromocyclododécane* (HBCDD)	3194-53-6	7128	25 µg/l
Heptachlore* et époxyde d'heptachlore*	76-44-8/ 1024-57-3	7706	25 µg/l
Polluants spécifiques de l'état écologique			
Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local	-	-	<p>- NQE si le rejet dépasse 1g/j, dans le cas où la NQE est supérieure à 25µg/l</p> <p>- 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j, dans le cas où la NQE est inférieure à 25µg/l</p>



La représentation des flux thermiques modélisés est reprise ci-après.

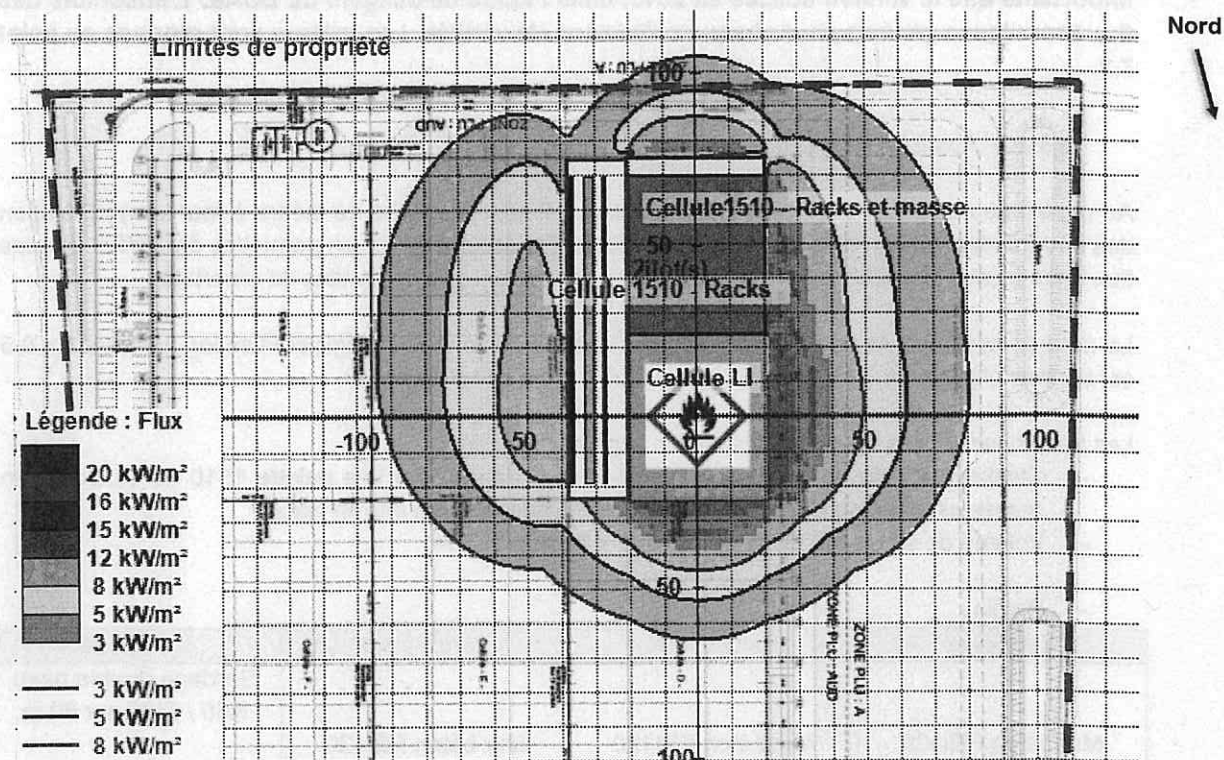


Figure 14 : Représentation des flux thermiques – Incendie de la cellule Liquides inflammables

Les distances des flux thermiques depuis les parois de la cellule A sont les suivantes :

Tableau 3 : Distance des flux thermiques – Incendie de la cellule Liquides inflammables

Flux	3 kW/m <sup>2</sup>	5 kW/m <sup>2</sup>	8 kW/m <sup>2</sup>
Sud	30 m	20 m	12 m
Est	55 m	35 m	20 m
Nord	40 m	27 m	20 m
Ouest	60 m	42 m	30 m

Des effets irréversibles (3 kW/m<sup>2</sup>) sortent des limites de propriété, au niveau du terrain agricole localisé au Sud-Ouest du site, sur une distance de 10 m. Ce terrain est situé en zones naturelles A et N du PLU et n'est pas voué à être urbanisé.

L'étude des flux thermiques en cas d'incendie de la cellule Liquides inflammables démontre que les effets létaux ne sortent pas des limites de propriété au Sud-Ouest, à condition que les contraintes suivantes soient respectées :

- Mise en place de parois coupe-feu 2h entre la cellule Liquides Inflammables et le reste de la cellule A
- Quantité de liquides inflammables : 750 tonnes (et 900 t d'huiles)
- Limitation de la zone de stockage de masse de la cellule A à 8 m et de la zone de stockage en racks à 11 m dans la cellule Liquides inflammables et la cellule A
- Déport de 5 m entre le stockage et la paroi Sud de la cellule A

Les distances des flux ont évolué par rapport à celles indiquées dans l'Arrêté préfectoral du 18 janvier 2018 pour la cellule A. Une demande de mise à jour est faite au point 7.2. du présent dossier.

Il est à noter que l'actuelle version du logiciel Flumilog génère des effets thermiques plus importants que la version utilisée en 2013, dans l'étude de dangers du DDAE. L'ensemble des flux thermiques générés pour chaque cellule ont été vérifiés. Les valeurs sont reprises au point 7.2.

### 6.5.2.2 Cellule F

Au regard de cette nouvelle typologie de stockage, il est nécessaire de mettre à jour la modélisation des flux thermiques en cas d'incendie de la cellule F. Cette modélisation permettra de vérifier que les flux thermiques correspondants aux effets létaux, ne sortent pas des limites de propriété.

La note de synthèse de l'étude des flux thermiques réalisée avec le logiciel Flumilog, version 5.4.0.5 est donnée en Annexe 7 : Modélisation incendie – Stockage automatisé.

Les hypothèses prises dans la modélisation sont les suivantes :

- Stockage en masse de produits combustibles assimilés à une palette 1510 (le stockage en masse est plus représentatif du système Skypod qui sera mis en place)
- Volume de stockage : 6093 m<sup>3</sup> (21,7 m x 24 m x 11,7 m)
- Parois :

Paroi Sud	Paroi Ouest	Parois Nord	Paroi Est
Mur béton REI120	Mur béton REI120	Mur béton REI120	Bardage double peau R60 / EI30 sur 60 m  Ecran thermique REI120 sur 39 m

La représentation des flux est reprise ci-après.

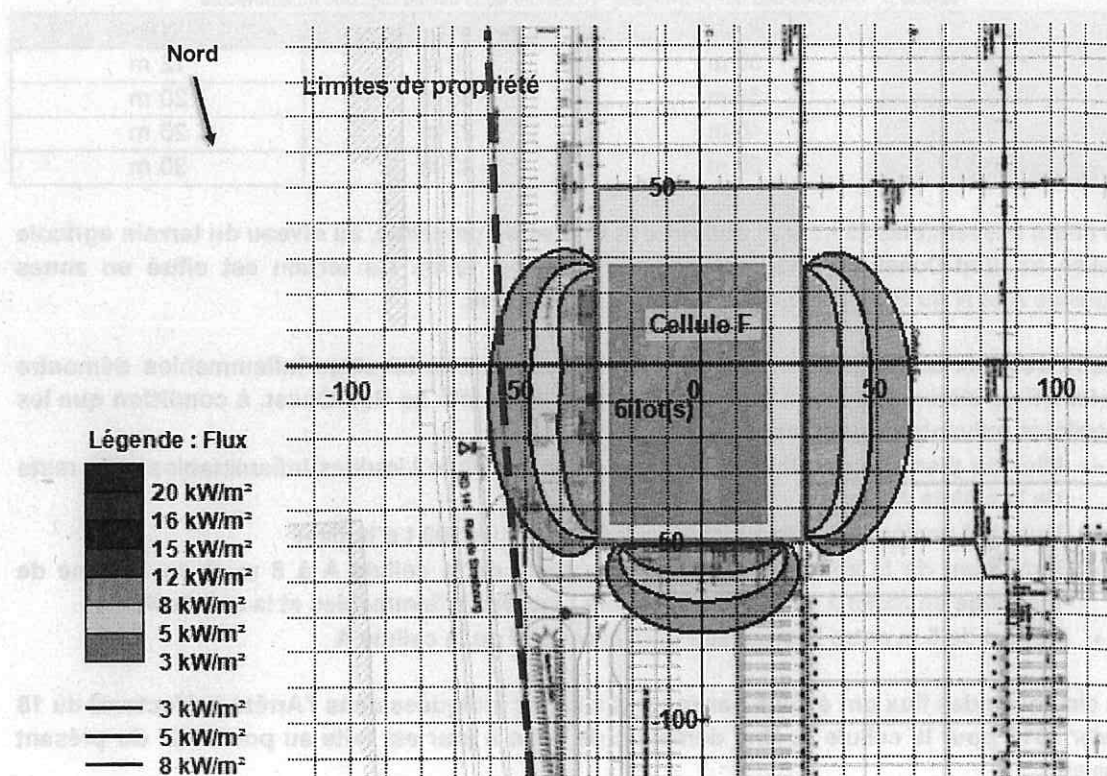


Figure 15 : Représentation des flux thermiques – Incendie du stockage automatisé

Tableau 4 : Distance des flux thermiques – Incendie du stockage automatisé

Flux	3 kW/m <sup>2</sup>	5 kW/m <sup>2</sup>	8 kW/m <sup>2</sup>
Sud	Non atteint	Non atteint	Non atteint
Est	30 m	19 m	10 m
Nord	25 m	16 m	9 m
Ouest	30 m	18 m	10 m

L'étude des flux thermiques en cas d'incendie du stockage automatisé montre qu'aucun flux thermique correspondant aux seuils des effets létaux ne sort des limites de propriété, à condition que la contraintes d'un déport de 3 m entre le stockage et la paroi Est de la cellule F soit respectées. Néanmoins, des effets irréversibles sortent du site, côté Est sur une distance de 3 m. Ces effets n'atteignent pas la route longeant le site.

Les distances des flux ont évolué par rapport à celles indiquées dans l'Arrêté préfectoral du 18 janvier 2018 pour la cellule F. Une demande de mise à jour est faite au point 7.2. du présent dossier.

Il est à noter que l'actuelle version du logiciel Flumilog génère des effets thermiques plus importants que la version utilisée en 2013, dans l'étude de dangers du DDAE.

### 6.5.2.3 Messagerie

La messagerie a toujours vocation à être une zone de transit pour la réception et l'expédition des marchandises. Elle accueillera néanmoins deux zones de stockage permanent de matières combustibles. Au regard de ces deux nouvelles zones, il est nécessaire d'étudier la modélisation des flux thermiques en cas d'incendie de la messagerie.

La note de synthèse de l'étude des flux thermiques réalisée avec le logiciel Flumilog, version 5.4.0.5 est donnée en Annexe 8 : Modélisation incendie – Messagerie.

Les hypothèses prises dans la modélisation sont les suivantes :

- Stockage en masse de produits combustibles assimilés à une palette 1510 (quelques zones sur racks seront également présentes, le logiciel Flumilog ne permet pas de modéliser les deux types de stockages dans une même cellule)
- Volume stocké :
  - o Stockage en bleu : 150 m<sup>3</sup> (18,8 m x 10 m x 0,8 m)
  - o Stockage en orange : 300 m<sup>3</sup> (41,7 m x 9 m x 0,8)
- Parois :

Paroi Sud	Paroi Ouest	Parois Nord	Paroi Est
Mur CF REI120	Bardage double peau R60 EI30	Bardage double peau R60 EI30	Bardage double peau R60 EI30

La représentation Flumilog associée est reprise ci-dessous.